

Appel à candidature

CDD 12 mois Niveau Ingénieur d'études 1^{ère} année, Indice INM 370

Financement : Projet européen POIA n° PA0004129 / Fonds FEDER «

Lieu du contrat : Avignon Université

Responsable scientifique : Johnny DOUVINET(UMR ESPACE, géographie, Avignon)

Avignon, le 8 septembre 2019

Objet / Appel à candidatures pour un CDD de 12 mois

Date de candidature pour la 1^{ère} session / 20 septembre 2019

Date de candidature pour la 2^{ème} session / 15 octobre 2019

Contexte

Ce contrat s'inscrit dans le cadre du projet de recherche européen **POIA Co-Restart** (Co-Construire la résilience des territoires alpins dans un contexte de changement climatique), **et en particulier au sein du WP4**, qui a pour objectif de savoir si les smartphones et les réseaux sociaux numériques pourraient (ou non) être des leviers utiles, opportuns, opérationnels ou surestimés dans la gestion des risques. Il s'agit à la fois de savoir comment ces outils participent à la diffusion d'informations ou de comportements à adopter, et d'expérimenter de nouveaux protocoles pour intégrer et évaluer les attentes des populations, pour *in fine* formuler des recommandations à destination des élus et des populations.

Les **premières actions** menées dans le cadre de ce projet (qui a débuté le 1^{er} décembre 2017) ont permis de voir que ces nouveaux outils ont des avantages évidents (plus nombreux que les écueils que l'on peut leur attribuer), en particulier en temps de crise, car ils peuvent venir pallier la défaillance des outils traditionnels (les sirènes par exemple). Mais la population, tout comme les gestionnaires, restent démunis face à la diversité des usages, et au manque de connaissances sur les comportements induits, voire tout simplement sur les bénéfices à en attendre.

Aussi, les pratiques doivent préexister en amont, et faire l'objet d'exercices réguliers. Pour cela, l'usage des médias sociaux doit être encouragé et pratiqué en dehors de la crise. Il ne faut pas non plus que l'instantanéité des "posts", qui correspond à des impératifs d'urgence, conduise à une certaine banalisation des informations et à une certaine "dématérialisation" des problèmes. Pour les responsables territoriaux tout comme les gestionnaires de crise, une des difficultés revient surtout à différencier ce qui relève de l'information et non du renseignement, c'est à dire à qualifier la nature de l'information. Cela nécessite un minimum de temps pour le faire (vérification des sources) et du personnel ayant cette expertise.

D'un autre côté, les applications smartphones sont nombreuses (plus de 50 solutions dédiées à l'alerte aux risques naturels existent en 2018 en France), et la plupart, gratuites, participent à la mouvance actuelle : "consommer vite sans forcément conserver des traces et partager". Le fait que des individus soient susceptibles d'utiliser leur smartphone dans un environnement en instance de subir un désastre est un facteur important dont il faut tenir compte dans la planification des mesures de réponse. En effet, plus vite les gestionnaires sont en mesure d'identifier l'étendue de la catastrophe, plus vite ils pourront soutenir les citoyens et apporter un appui aux premiers sinistrés. Le Smartphone peut servir dans un grand nombre de situations (Barr et al., 2015) et à chaque nouvelle version, ces terminaux sont équipés d'un nombre croissant de capteurs. La notification « push » présente sur les applications par défaut, offre aussi l'avantage de s'affranchir d'une collecte en amont des numéros de téléphone et l'envoi de messages peut aller vite. La masse de données aboutit à une meilleure prise de décision, non seulement en cas de crise mais aussi pour la gestion du quotidien (Kouadio et al., 2013).

Attendus et objectifs du contrat

Durant la première année du projet, le but a été **d'analyser les pratiques** sur les réseaux sociaux numériques (en 2017). Un livrable de 70 pages a été rédigé, et il synthétise les grands axes identifiés dans ce domaine.

Durant la seconde année du projet, le but a été d'évaluer la **réalité des pratiques**. Pour cela, **42 entretiens** ont été conduits auprès de gestionnaires agissant sur l'un des territoires d'expérimentation (Claix, Contamines-Montjoie, Ceillac et le Mont Ventoux), et **450 questionnaires** ont été administrés auprès de la population (dont près de la moitié via un site internet et un QR-Code). Là aussi, un livrable de 65 pages a été rédigé.

Durant cette troisième et dernière année du contrat (qui se clôt le 30 novembre 2020), la personne recrutée sera en charge de **quatre missions principales** :

1. **Co-Construire l'usage des réseaux sociaux numériques avec les citoyens**. Pour cela, il s'agira d'organiser des séances de travail collaboratives avec certains citoyens (dont certains nous ont fourni leur numéro de téléphone), de mener des « ateliers » (type *focus group* par exemple), et de trouver un moyen pour inciter les habitants à utiliser les RSN en cas de crise (type exercices de simulation par exemple). Un lien avec d'autres projets portés par l'équipe d'Avignon et l'UMR ESPACE (notamment une ANR à venir et 2 thèses qui débutent en septembre 2019) sera évidemment indispensables.
2. **Valoriser les initiatives citoyennes face aux évolutions à venir**. Des changements imputables au changement climatique sont déjà observés dans les territoires d'expérimentations. Deux évolutions doivent notamment être prises en compte : 1. La réforme du système d'alerte et d'information à la population (qui se traduira par la mise en place d'une alerte par des messages SMS sur l'ensemble de la France en 2022) ; 2. La nécessaire diversification des activités économiques en territoire de montagne (en particulier face à la baisse des surfaces enneigées et la dépendance aux activités touristiques).
3. **Valoriser les résultats obtenus durant les 3 années du projet**. Le projet Co-Restart est mené par 4 équipes universitaires depuis 2017 (WP1 : Lyon II, EVS ; WP2 : GRESEC, Grenoble-Alpes ; WP3 ; PACTE, Grenoble-Alpes ; WP4 : Avignon, ESPACE). Les connaissances capitalisées par les différents porteurs sont désormais conséquentes, et une stratégie de publication dans le domaine de la recherche devra être mise en place (le ou la candidat(e) devra participer à ces projets de publication, voire les porter).
4. **Communiquer et sensibiliser**. Un accent particulier est également attendu sur la manière dont on peut communiquer, expliquer et sensibiliser la population locale aux résultats obtenus. Les élus locaux sont des partenaires privilégiés, mais on doit informer et toucher l'ensemble de la population.

Compétences recherchées

Le ou la candidat(e) doit être titulaire d'un **Master de géographie**, avec une sensibilité à la question des risques naturels, des conséquences du changement climatique sur les caractéristiques sociodémographiques des territoires de montagne, des outils numériques et à leurs usages. Dans tous les cas, nous attendons un ou une personne qui devra innover et faire preuve d'originalité dans la conduite des ateliers. A ce titre, le ou la candidat(e) doit justifier d'une expérience en matière d'animation de groupe (en termes académique ou associatif). Il / elle devra aussi être titulaire du permis B pour faciliter les déplacements, entre autres depuis Avignon vers les sites d'expérimentation.

Localisation et rémunération

Le CDD sera mené au sein de l'UMR ESPACE, à Avignon, sur le campus Hannah Arendt (centre-ville).

Type de poste et salaire : Le contrat concerne un **Ingénieur d'Étude 1^{ère} année**, avec un indice INM de 370, qui est indexée sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique (soit un salaire net de 1429 euros mensuels).

Frais d'environnement du contrat : le CDD sera hébergé dans les locaux de l'UMR ESPACE. Il pourra bénéficier de soutiens financiers issus d'autres structures de recherche (Fédération de Recherche, Université). Un ordinateur fixe pourra être installé si besoin, avec un accès aux logiciels nécessaires (QGIS, Licences SPSS et ArcGis par exemple).

Comment postuler ?

Avant le **20 septembre 2019** (1^{ère} session) ou le **15 octobre 2019** (2^{ème} session), le candidat doit envoyer :

- **Une fiche concernant le candidat**, remplie et signée (demande à alexia.bouffel@univ-avignon.fr)
- **Une lettre de motivation et un CV détaillé**, ainsi que les noms et adresses d'un ou de deux référents scientifiques (possibilité d'envoyer également des lettres de recommandation)
- **Une attestation du Master 2** (obtenu ou en cours), ou un diplôme équivalent.

Ces documents doivent être envoyés à :

- Johnny DOUVINET (johnny.douvinet@univ-avignon.fr)
- Béatrice GISCLARD (beatrice.gisclard@unimes.fr)

Un entretien avec les candidats sélectionnés après examen des lettres de motivation et du CV aura lieu le lendemain des dates des deux sessions. Le dossier doit être complet pour répondre aux exigences de l'Union Européenne.